

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE
ANNEE 2020

Conseil Municipal

Du 26 février 2020

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| PREAMBULE | 3 |
| CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE | 4 |
| A. CONTEXTE MACROECONOMIQUE | 4 |
| B. PRINCIPALES MESURES DU PLF 2020 | 5 |
| LA SITUATION DE VILLIERS-SUR-MARNE | 6 |
| A. L'EGALITE FEMMES / HOMMES | 6 |
| B. LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | 8 |
| 1. LES RECETTES | 8 |
| 1.1. LA FISCALITE | 8 |
| 1.2. LES DOTATIONS ET AUTRES CONCOURS DE L'ETAT | 9 |
| 1.3. LES PRODUITS DES SERVICES | 10 |
| 1.4. LES SUBVENTIONS ET LES DOTATIONS | 11 |
| 2. LES DEPENSES | 12 |
| 2.1. LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 12 |
| 2.2. LES DEPENSES DE RESSOURCES HUMAINES | 12 |
| 2.3. LES AUTRES DEPENSES | 14 |
| C. LA SECTION D'INVESTISSEMENT | 15 |
| 1. LES RECETTES | 15 |
| 2. LES DEPENSES | 15 |
| 2.1. LES DEPENSES D'EQUIPEMENT | 15 |
| 2.2. LA DETTE | 16 |
| CONCLUSION | 17 |
| ANNEXES | 18 |
| 1. TABLEAU DES EFFECTIFS | 18 |
| 2. PLAN PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT | 22 |
| 3. ETAT DE LA DETTE | 23 |

PREAMBULE

Les orientations budgétaires 2020 du budget principal de la ville de Villiers-sur-Marne **s'inscrivent dans le cadre d'une double attente :**

- Celle des élections municipales qui nécessiteront de soumettre aux nouveaux élus une perspective sur 2020 à travers la définition et la validation des **grands axes stratégiques de l'action de la Ville.**
- **Celle de la de la stabilisation des dotations d'état au profit des collectivités,** comme annoncée dans le projet de loi de finances.

Néanmoins, dès 2021, **la refonte de la fiscalité locale risque d'accentuer les inégalités en Ile-de-France, à travers la mise en place d'un coefficient correcteur,** défini initialement pour corriger les effets de la réforme sur les produits perçus par les villes **au titre de la taxe d'habitation sur les résidences principales.**

Ce risque se mesure à travers des « sous-compensation » des communes de **l'agglomération parisienne du fait que le produit départemental de la taxe sur le foncier bâti affecté à ces territoires ne couvrira pas celui de la taxe d'habitation sur les résidences principales supprimé.**

CONTEXTE GENERAL : SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE :

A. LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE :

La Loi de Finances pour 2020 prévoit une croissance autour de 1,4%.

La consommation des ménages serait fortement soutenue par un pouvoir d'achat dynamique, qui progresserait de 2% en 2020, favorisé par les mesures en faveur de ce dernier notamment celles dans le cadre du débat national (diminution de l'impôt sur le revenu, prime exceptionnelle, etc) ainsi que par des revenus d'activité dynamiques tirés par l'emploi.

La croissance a également été soutenue par le commerce extérieur, qui se normalise néanmoins dans un environnement international un peu moins porteur (tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine, **ralentissement de l'industrie allemande**, etc).

Sur le front de l'emploi, le taux de chômage a baissé sur l'année 2019 (8.5% contre 8.9% en 2018).

Dans le cadre du **pacte de stabilité et de croissance**, l'objectif de déficit public est établi autour de 3% du PIB. Avec un déficit public de 2.6% en 2017 et de 2.5% en **2018, la France s'est affranchie de ses engagements européens. Le rapport d'orientation des finances publiques**, publié par Bercy, amende également la trajectoire de baisse du déficit public pour les années suivantes, avec une cible à -1.7% du PIB en 2021 et -1.3% du PIB en 2022. La Cour des comptes avait évoqué, dans cette perspective, un déficit 2020 oscillant entre 2.1% et 2.3% du PIB.

La dette de la France atteignait, fin du 1^{er} **trimestre 2019, 2 359 milliards d'euros contre 2 296 milliards d'euros à la fin du 1^{er} trimestre 2018**, soit une hausse de 62.8 milliards d'euros.

La stratégie annoncée par le Gouvernement pour les années à venir est de maintenir les efforts réalisés à travers la maîtrise des dépenses publiques, et notamment celles des collectivités territoriales.

B. PRINCIPALES MESURES DU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2020 CONCERNANT LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES :

Initialement **annoncée dans le cadre d'un projet de loi spécifique**, le PLF 2020 acte la suppression totale de la taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales de

manière progressive entre 2020 et 2023. 80% des foyers fiscaux ne paieront plus la **taxe d'habitation à compter de 2020. Concernant les 20% restants, l'allègement sera de 30% en 2021, puis de 65% en 2022. L'année 2023 marquera la suppression totale pour l'ensemble des foyers de la taxe d'habitation sur la résidence principale.**

Actuellement, le Gouvernement a prévu, pour compenser cette perte de recettes pour le bloc communal, de transférer la part départementale de la taxe foncière sur le bâti (TFB) aux communes qui récupéreront donc la quasi-totalité de cet impôt local.

L'Etat complètera à hauteur de 1 milliard d'euros le dispositif de compensations, sans plus de précision à ce jour.

Par ailleurs, **l'Etat va profondément bouleverser les calculs de dotations** en particulier celles des communes et des EPCI. Pour le bloc communal, parmi les différents dispositifs qui devraient être impactés par la réforme à venir, on retrouve **les dotations de l'Etat comme la Dotation Forfaitaire (DF), Dotation de Solidarité Urbaine (DSU), la Dotation Nationale de Péréquation (DNP), le Fonds de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales (FPIC) et le Fonds de Solidarité des Communes de la Région Ile-de-France (FSRIF).**

Néanmoins, la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) reste stable avec **26.9 milliards d'euros à périmètre constant.**

Les dotations de péréquation des communes seront majorées de 180 millions d'euros (**90 millions d'euros sur la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU) et 90 millions d'euros sur la Dotation de Solidarité Rurale (DSR).**)

Le projet de loi prévoit également de nombreuses mesures concernant les communes nouvelles. Il étend les mesures incitatives, dans le cadre du pacte de stabilité, en faveur des communes nouvelles créées après les prochaines élections municipales.

Enfin, la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) a été reportée, une nouvelle fois d'une année pour une mise en œuvre effective au 1^{er} janvier 2021.

C'est à travers ces principales mesures législatives que Villiers doit élaborer son budget pour l'année 2020. Une fois de plus, l'objectif de la ville doit permettre de contribuer à rendre du pouvoir d'achat aux villiérais, en maîtrisant et en optimisant, les dépenses.

Dans la continuité du précédent, le budget 2020 sera :

- **Responsable**, à travers les efforts de gestion, d'optimisation et de maîtrise des dépenses.
- **Respectueux**, à travers les engagements pris auprès des villiérais.
- **Ambitieux** par la poursuite de la baisse de la fiscalité tout en garantissant une qualité de service public en faveur de sa population.

LA SITUATION DE VILLIERS-SUR-MARNE

A) L'ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES

La ville a su mettre en œuvre une politique publique qui a permis de développer à travers ses services une palette d'activités proposées à l'ensemble de la population. Chaque service s'attache à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes qui fréquentent les services à la population.

Comme l'an passé, un volet interne à la politique de ressources humaines est évoqué dans le paragraphe portant sur les dépenses de ressources humaines (2.2).

Le volet ci-après portera **principalement sur les politiques d'égalité menées sur le territoire villiérais à travers l'activité du service public communal.**

1) ACCÈS AUX SERVICES MUNICIPAUX

. La Culture :

La fréquentation des services culturels par la population laisse apparaître une forte utilisation de la Médiathèque par un public féminin (827 femmes inscrites contre **600 hommes**). **Cette tendance se confirme également au centre municipal d'Arts** avec près de 180 femmes contre 160 hommes. Tout comme les ateliers créatifs qui constatent une fréquentation de 90 femmes et 42 hommes.

. La santé et la prévention :

En moyenne plus de 500 femmes fréquentent régulièrement les services de la santé et de la prévention contre un peu plus de 400 hommes.

. Le sport :

Des actions sont mises en œuvre par les clubs sportifs afin d'initier les femmes à différentes disciplines. La section « hand » compte plus de 120 femmes.

. Les actions socio-culturelles ont concerné près de 400 femmes contre 350 hommes cette année (ateliers proposés par le centre social).

. La parentalité a permis de mobiliser plus de 150 femmes contre environ 50 hommes à travers ses actions (conférences-débats ; **assises de la parentalité, etc...**).

. Le service Jeunesse :

La fréquentation du service jeunesse se stabilise entre les filles et les garçons avec environ 200 jeunes de chaque sexe qui le fréquentent régulièrement.

Une tendance se décline à travers les formations BAFD où l'on retrouve une majorité de jeunes femmes, environ 40 pour une vingtaine de jeunes hommes.

2) LA POPULATION VILLIERAINE ET L'EMPLOI

En complément de pôle emploi, la ville s'est engagée dans une politique d'insertion par l'emploi à travers son service municipal dédié à ce secteur.

L'espace emploi est fréquenté régulièrement par le public villierain et laisse apparaître une plus forte utilisation de ce secteur par les femmes (312) que par les hommes (205).

Les flux enregistrés au cours de l'année s'articulent comme suit :

. la fréquentation aux ateliers reste équilibrée entre les hommes et les femmes (environ une quinzaine pour chaque sexe).

. **L'accompagnement individuel proposé par le service séduit davantage les femmes** (73) que les hommes (28).

. les demandes ponctuelles et diverses enregistrent quant à elles 224 visites de femmes et de 162 hommes.

B) LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

1) LES RECETTES

1-1) LA FISCALITE LOCALE

Le **taux d'actualisation** des bases est fixé par la loi de finances à 0,9% entre 2019 et 2020.

| Impôts ménages | | | | |
|--------------------------|-------------------|----------------|--------------------------------------|----------------|
| | Année 2019 | | Année 2020 (Prévisionnel) | |
| | Bases | Produit | Bases | Produit |
| Taxe d'habitation | 43 564 742 | 15 025 480€ | 43 956 800 | 15 160 700€ |
| Foncier Bâti | 37 698 569 | 8 635 289€ | 38 037 900 | 8 710 600€ |
| Foncier non bâti | 134 160 | 195 485€ | 135 300 | 197 200€ |

Pour mémoire :

. Taux TH : 34,49%

. Taux FB : 22,90%

. Taux FNB : 145,71%

La ville s'est engagée dans un processus de réduction de la fiscalité locale depuis 2019. C'est plus d'un million d'euros qui n'a pas été demandé aux villiérais cette même année, renforçant de surcroît leur pouvoir d'achat.

Afin de poursuivre cet engagement, le budget 2020 prévoira une nouvelle réduction de la fiscalité d'environ 6% du taux actuel de la taxe foncière.

Par ailleurs, le produit de la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) est perçu par l'**Etablissement Public (EPT10) depuis 2016. Son montant a été de 1 660 000€ pour 2019. Aucun reversement n'est opéré en faveur de la ville.**

1-2) LES DOTATIONS ET AUTRES CONCOURS DE L'ETAT

L'exercice 2020 sera marqué par une stagnation des recettes de fonctionnement qui se traduit comme suit :

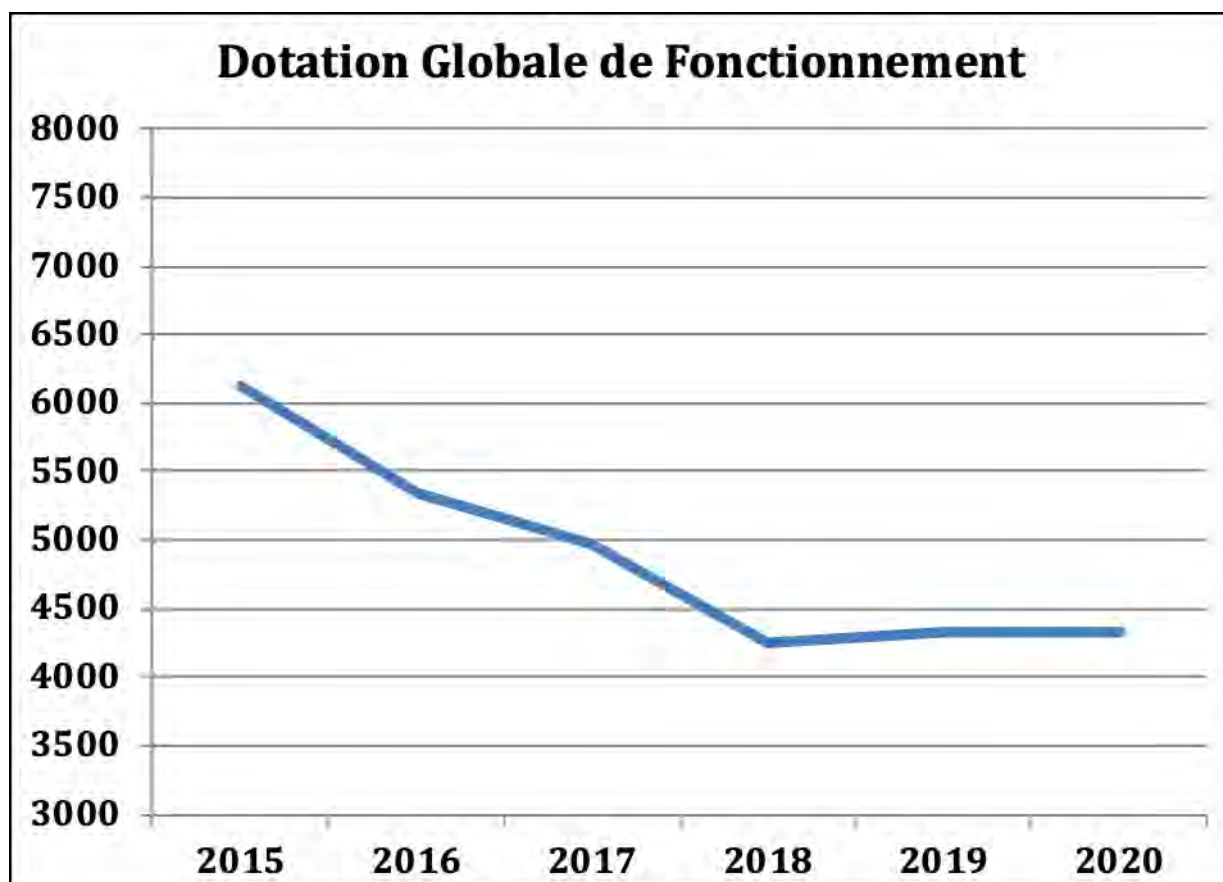
- Une stagnation du produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF).
- Une augmentation de 0,9% des bases des valeurs locatives prévue par l'Etat.
- Des produits de services équivalents à ceux encaissés en 2019.

Variation de la dotation globale de fonctionnement

(K€)

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | | 2020 | |
|-------|-------|-------|-------|--------|------|--------|---|
| | | | | Valeur | % | Valeur | % |
| 6 117 | 5 351 | 4 978 | 4 257 | 4 334 | +1,8 | 4 330 | - |

Le produit comprend celui de la dotation forfaitaire (3 780k€), celui de la dotation de solidarité urbaine (1 396k€) ainsi que celui de la dotation nationale de péréquation (550k€)



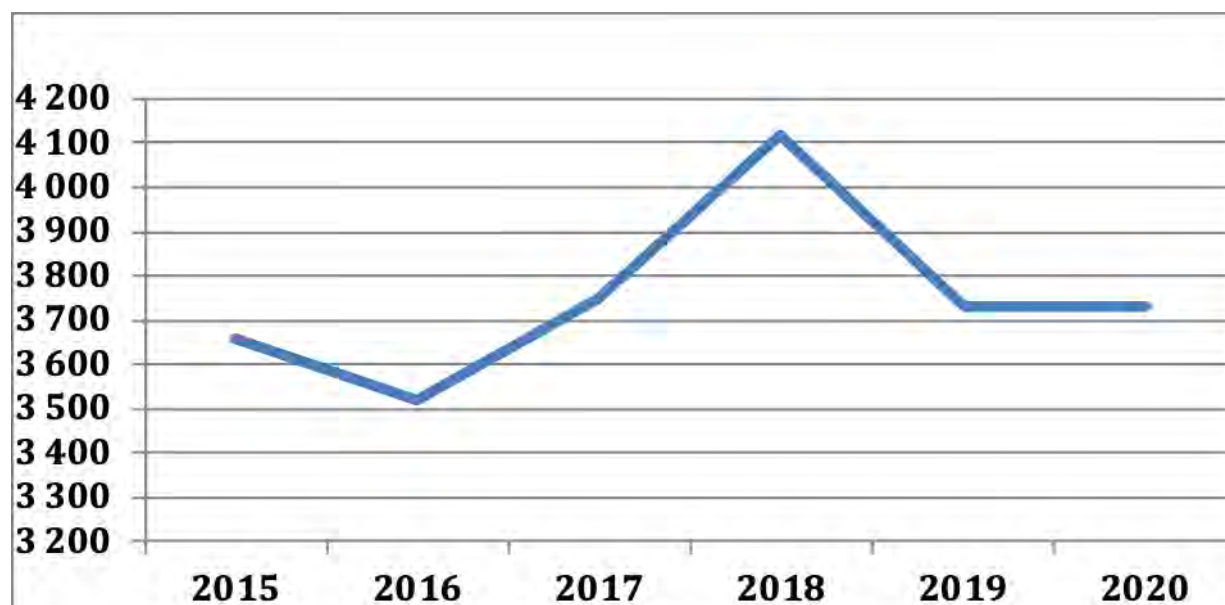
1-3) LES PRODUITS DES SERVICES

Le produit prévisionnel se stabilise par rapport à celui constaté en 2019. Par conséquent, le montant du produit attendu pour 2020 avoisine celui de 2019.

Rétrospective du produit des services et des domaines

(K€)

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 3 661 | 3 520 | 3 751 | 4 115 | 3 732 | 3 730 |



1-4) LES SUBVENTIONS ET LES DOTATIONS

La ville poursuit sa politique de recherche de financements complémentaires pour **l'aider à réaliser ses projets tout au long de l'année.**

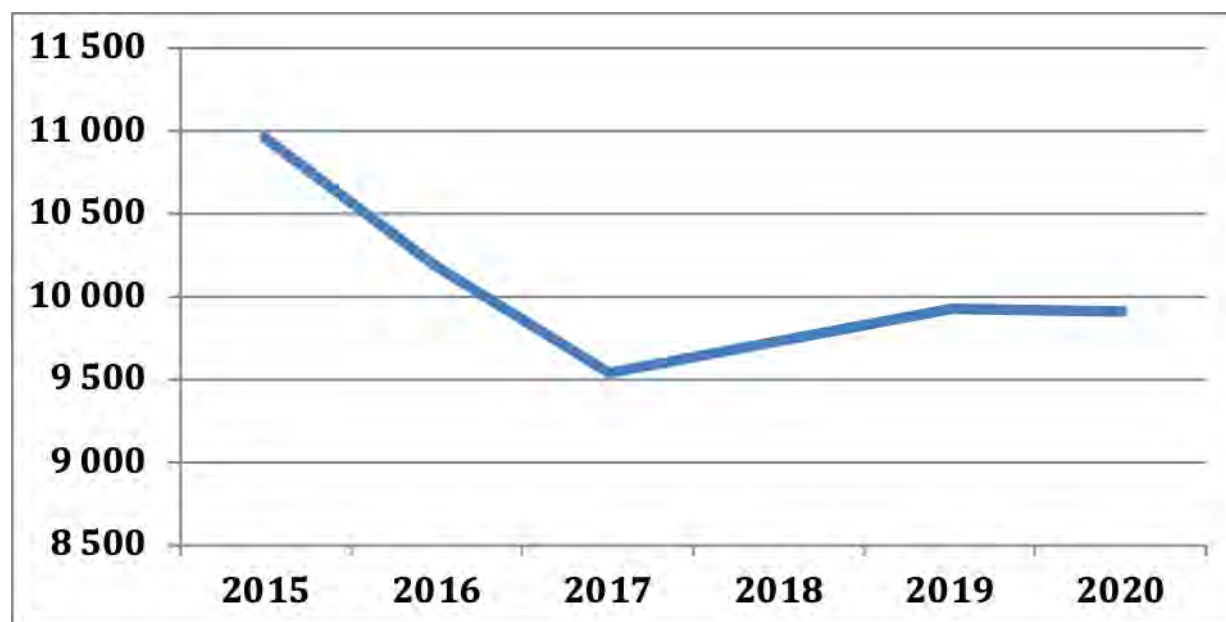
Le volume de ces recettes tend à se stabiliser pour 2020, **environ 100k€ de plus que l'année précédente.**

La structure de ces recettes est composée essentiellement du produit des dispositifs (contrat de ville **(400k€)** ; contrat enfance-jeunesse **(700k€)** ; F.S.R.I.F **(1630k€)**. et autres participations partenariales contractées avec la ville ainsi que du remboursement prévisionnel du FCTVA perçu en fonctionnement pour environ **70k€**).

Rétrospective depuis 2015 :

(K€)

| 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| 10 955 | 10 184 | 9 536 | 9 736 | 9 929 | 9 900 |



2) LES DEPENSES

Tout comme pour les recettes, la ville va continuer à renforcer sa politique de maîtrise des dépenses de fonctionnement, en opérant des choix qui porteront sur le périmètre des actions et sur l'organisation des services.

2-1) LES CHARGES DE FONCTIONNEMENT

(K€)

| Chap. | Libellés | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--------------|-------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| 011 | Charges à caractère gal | 12 450 | 12 745 | 10 563 | 10 083 | 11 038 | 10 704 |
| 012 | Charges de personnel | 25 839 | 26 262 | 27 384 | 28 953 | 29 557 | 29 310 |
| 014 | Atténuation de produit | 2 253 | 2 463 | 5 257 | 5 312 | 4 753 | 4 753 |
| | Dont TEOM | | | 2 600 | 2 600 | 2 600 | 2 600 |
| 65 | Charges de gestion | 2 382 | 2 500 | 2 620 | 2 769 | 2 574 | 2 699 |
| 66 | Charges financières | 3 469 | 3 208 | 2 704 | 2 639 | 2 204 | 2 250 |
| TOTAL | | 46 393 | 47 178 | 48 528 | 49 756 | 50 126 | 49 716 |

Les charges à caractère général : ces dernières reflètent principalement les dépenses de fonctionnement des services. Elles supportent les augmentations significatives liées au contexte économique. Néanmoins, elles devraient être en diminution d'environ 3,4% par rapport à l'année précédente.

La ville poursuit sa politique de rationalisation, de mutualisation et de modernisation de l'action publique en faveur des usagers.

2-2) LES DEPENSES DE RESSOURCES HUMAINES

En ce qui concerne la **masse salariale**, les prévisions 2020 intégreront nécessairement :

1) L'augmentation liée à la prise en compte du GVT (Glissement Vieillesse Technicité) qui prévoit les avancements d'échelon et de grade, soit environ 126 000 €.

2) La compensation de la CSG pour les fonctionnaires, estimée à environ 11 000€.

3) La reprise du Parcours Professionnel Carrière et Rémunération (PPCR) qui revalorise les grilles indiciaires et améliore les perspectives des carrières des agents de la fonction publique, évaluée à environ 235 000€.

4) Les effets de la réforme du régime indemnitaire démarrée en 2015.

En 2015 : 30 000 € - en 2016 : **162 000 €** - en 2017 : **312 000 €** - en 2018 : **312 000 €** - en 2019 : **312 000€** - en 2020 : **312 000€**

5) L'organisation des élections municipales évaluée à **70 000 €**.

6) Le recrutement lié aux transferts des services de l'Etat (France Services - 2 agents) à **70 000 €**.

7) La protection sociale complémentaire évaluée à **163 000€**.

Par ailleurs, la ville doit prévoir :

. **L'encadrement** des activités estivales par des saisonniers devant assurer la sécurité et la surveillance de la piscine ;

. **L'encadrement** réglementé des **accueils d'enfants** ;

. **L'organisation et le suivi des prestations de restauration municipale tout au long de l'année**

Ces dépenses sont évaluées à environ **3 300 000€**.

L'égalité Femmes/Hommes au sein des effectifs de la ville :

La ville s'attache à travailler sa politique de gestion des ressources humaines en favorisant autant que possible l'égalité femmes/hommes au sein de ses effectifs.

Le tableau ci-dessous précise à travers la pyramide des âges, la répartition par sexe. Il est à noter une forte disparité : les femmes occupent près de 2/3 (64%) des postes ouverts.

| | Femmes | % | Hommes | % |
|--------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| +50 ans | 150 | 35% | 94 | 39% |
| 40 à 50 ans | 151 | 25% | 84 | 35% |
| 30 à 39 ans | 102 | 24% | 48 | 20% |
| -30 ans | 26 | 6% | 16 | 6% |
| Total | 429 | 100% | 242 | 100% |

Par ailleurs, les femmes occupent 70% des emplois de direction au sein de la ville contre 30% des hommes.

Celles-ci se répartissent comme suit dans les 8 filières de la fonction publique territoriale :

- administrative : 85% de femmes et **15% d'hommes**
- technique : 43% de femmes et **57% d'hommes**
- animation : 75% de femmes et **25% d'hommes**
- culturelle : 75% de femmes et **25% d'hommes**
- médico-sociale : 100% de femmes
- sportive : **42% de femmes et 78% d'hommes**
- police municipale : 22% de femmes et **78% d'hommes**
- autres (horaires) : **82% de femmes et 18% d'hommes**

Enfin, la répartition par catégorie se définit comme suit :

- catégorie A : 78% de femmes et **22% d'hommes**
- catégorie B : 68% de femmes et **32% d'hommes**

- catégorie C : 61% de femmes et 7% **d'hommes**
- sans catégorie (horaires) : **82% de femmes et 18% d'hommes**

2-3) LES AUTRES DEPENSES

La ville souhaite maintenir le montant de la subvention allouée au CCAS afin de lutter contre la forte dégradation des conditions de vie des familles liées au contexte social.

Par ailleurs, la ville continuera à soutenir les associations à travers une aide financière **en complément de l'aide matérielle** et logistique apportée chaque année.

Les frais financiers liés au remboursement des intérêts de la dette sont évalués à 2 100 000 euros.

L'autofinancement résulte d'un engagement volontariste d'épargne pour investir.

C) LA SECTION D'INVESTISSEMENT

1- LES RECETTES

Tout comme l'an passé, il sera nécessaire d'optimiser les recettes et de rationaliser les dépenses afin de maintenir un autofinancement suffisant pour financer les investissements nouveaux.

Les grands postes de recettes regroupent principalement le FCTVA relatif aux **investissements de l'année 2018**, les produits des cessions, les subventions perçues ainsi que la capacité d'autofinancement de la commune (CAF).

2- LES DEPENSES

2.1 LES DEPENSES D'EQUIPEMENT :

L'investissement 2020 comportera les grands chantiers suivants :

- ✓ L'aménagement du parc urbain Friedberg.
- ✓ La poursuite du renforcement du plan de sécurisation par la vidéo protection.
- ✓ **Des travaux d'entretien et de rénovation dans les bâtiments publics.**
- ✓ La poursuite des **travaux d'enfouissements** de réseaux.
- ✓ **L'acquisition de la « note bleue ».**
- ✓ Des travaux de rénovation de voirie.
- ✓ Le démarrage de la reconstruction du réfectoire Brel.
- ✓ **Le démarrage d'un tiers lieu culturel** numérique.
- ✓ La poursuite des **travaux d'accessibilité des personnes à mobilité réduite dans les bâtiments publics** et sur la voirie.
- ✓ La poursuite du remplacement des candélabres par du LED.
- ✓ La poursuite du plan de numérisation des écoles avec des accès à haut débit accompagnés des équipements informatiques mobiles (tablettes numériques, vidéoprojecteurs interactifs).

La ville **n'a de** cesse de rénover et renforcer son patrimoine public à travers les écoles, les équipements sportifs et culturels et les bâtiments publics.

Par conséquent, le budget 2020 prévoit de maintenir en bon état ce patrimoine, sa fonctionnalité et sa sécurité pour les usagers. (cf. annexe « plan pluriannuel d'investissement »).

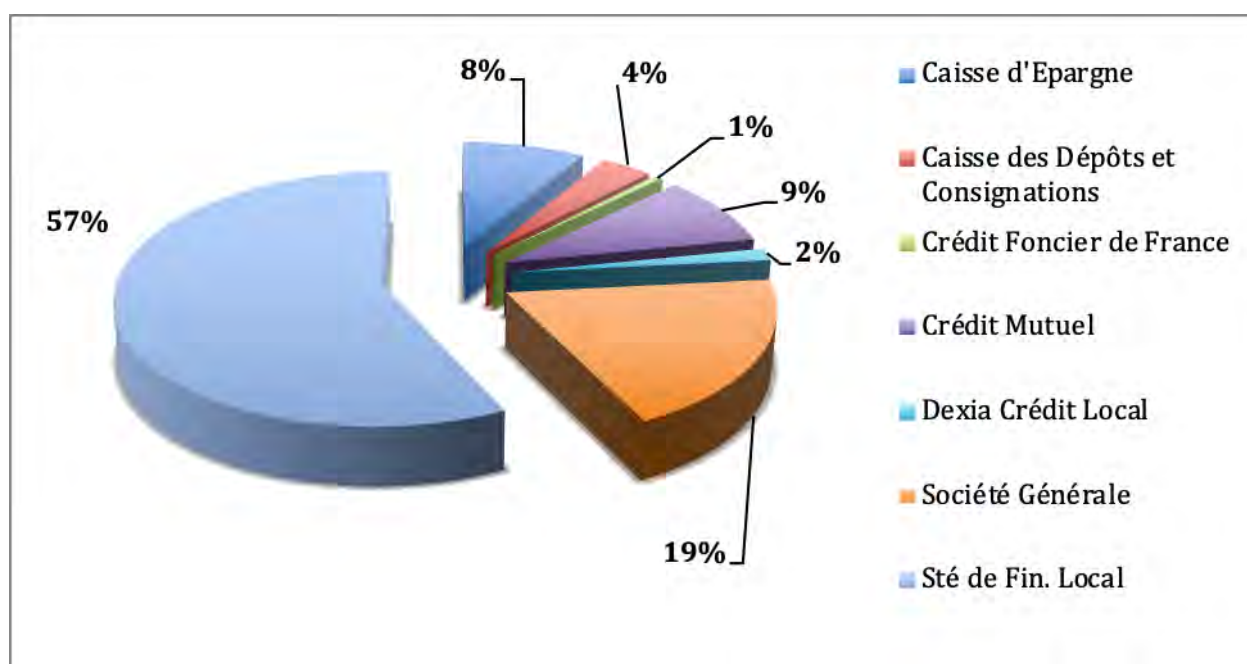
2.2 LA DETTE :

Les dépenses d'investissement comportent également le remboursement du capital de la dette.

Pour 2020, ce montant s'élève à 4 100 000 € hors réaménagement ou désensibilisation éventuels. (cf. annexe « état de la dette par prêteurs »).

L'encours de dette est évalué au 31 décembre 2020 à 53 345 000€ desquels il convient de soustraire le montant du fonds de soutien de l'Etat de 4 500 000 €, soit un montant prévisionnel de 48 845 000 €.

Répartition par prêteurs



Extinction de la dette

12,5 ans seront nécessaires pour résorber intégralement le volume de la dette de 48 845 000 millions d'euros (au 31/12/2020) en y consacrant 3 840 000 € chaque année.

CONCLUSION

Il vous est proposé de retenir dans les grandes orientations budgétaires 2020 à travers :

- La poursuite de la réduction de la fiscalité ;
- **L'optimisation des recettes tant de Fonctionnement que d'Investissement ;**
- Le maintien de la qualité de service rendu aux villierains ;
- La valorisation du patrimoine communal

ANNEXES

ANNEXE 1 : Tableau des effectifs au 31 décembre 2019

| Grades ou emplois | Catégorie | Effectifs budgétaires | Effectifs pourvus | Dont TNC |
|--|-----------|-----------------------|-------------------|----------|
| Directeur général des services | A | 1 | 1 | |
| Directeur général adjoint des services | A | 3 | 2 | |
| Collaborateur de cabinet | | 3 | 2 | |
| TOTAL | | 7 | 5 | 0 |

| SECTEUR ADMINISTRATIF | | | | |
|--|---|------------|------------|----------|
| Administrateur général | A | 1 | 1 | |
| Directeur | A | 1 | - | |
| Attaché hors classe | A | 2 | 2 | |
| Attaché principal | A | 12 | 11 | |
| Attaché | A | 17 | 7 | |
| Rédacteur principal de 1 ^{ère} cl | B | 7 | 7 | |
| Rédacteur principal de 2 ^{ème} cl | B | 5 | 4 | |
| Rédacteur | B | 24 | 17 | |
| Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} cl | C | 28 | 25 | |
| Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} cl | C | 53 | 51 | 1 |
| Adjoint administratif | C | 51 | 28 | |
| TOTAL | | 201 | 153 | 1 |

| SECTEUR TECHNIQUE | | | | |
|--|---|------------|------------|----------|
| Ingénieur principal | A | 6 | 6 | |
| Ingénieur | A | 6 | 3 | |
| Technicien principal de 1 ^{ère} classe | B | 4 | - | |
| Technicien principal de 2 ^{ème} classe | B | 3 | 1 | |
| Technicien | B | 9 | 4 | |
| Agent de maîtrise principal | C | 34 | 29 | |
| Agent de maîtrise | C | 29 | 26 | |
| Adjoint technique principal de 1 ^{ère} cl | C | 8 | 7 | |
| Adjoint technique principal de 2 ^{ème} cl | C | 66 | 66 | |
| Adjoint technique | C | 167 | 78 | |
| TOTAL | | 332 | 220 | 0 |

| SECTEUR SOCIAL | | | | |
|---|---|----|----|--|
| Conseiller socio-éducatif | A | 1 | - | |
| Assistant socio-éducatif 1 ^{ère} cl | A | 1 | 1 | |
| Educateur de jeunes enfants 1 ^{ère} cl | A | 7 | 7 | |
| Educateur de jeunes enfants 2 ^{ème} cl | A | 5 | 1 | |
| Agent social | C | 1 | - | |
| Agent social principal de 2 ^{ème} classe | C | 2 | - | |
| Agent spécialisé des écoles maternelles principal 1 ^{ère} cl | C | 19 | 14 | |

| | | | | |
|---|---|-----------|-----------|----------|
| Agent spécialisé des écoles maternelles principal 2 ^{ème} cl | C | 17 | 4 | |
| TOTAL | | 53 | 27 | 0 |

| SECTEUR MEDICO SOCIAL | | | | |
|---|---|-----------|-----------|----------|
| Psychologue de classe normale TNC | A | 1 | - | |
| Cadre supérieur de santé | A | 1 | - | |
| Puéricultrice hors classe | A | 2 | 1 | |
| Puéricultrice cadre de santé | A | 2 | - | |
| Puéricultrice de classe normale | A | 1 | - | |
| Cadre de santé de 1 ^{ère} classe | A | 2 | 1 | |
| Infirmier soins généraux hors classe | A | 1 | - | |
| Infirmier classe supérieure | A | 3 | 1 | |
| Infirmière soins généraux de classe normale | A | 4 | 3 | |
| Technicien paramédical de classe normale | B | 1 | - | |
| Auxiliaire de puériculture principal de 1 ^{ère} cl | C | 7 | 7 | |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 ^{ème} cl | C | 10 | 4 | |
| Auxiliaire de soins principal de 1 ^{ère} cl | C | 1 | - | |
| TOTAL | | 36 | 17 | 0 |

| SECTEUR SPORTIF | | | | |
|--|---|-----------|----------|----------|
| Educateur principal de 1 ^{ère} classe | B | 3 | 3 | |
| Educateur principal de 2 ^{ème} classe | B | 1 | - | |
| Educateur | B | 8 | 4 | |
| TOTAL | | 12 | 7 | 0 |

| SECTEUR CULTUREL | | | | |
|--|---|-----------|-----------|-----------|
| Conservateur de bibliothèques | A | 2 | - | |
| Bibliothécaires de 1 ^{ère} et 2 ^{ème} classe | A | 1 | - | |
| Professeur d'enseignement artistique hors cl | A | 2 | - | |
| Professeur d'enseignement artistique de classe normale | A | 4 | 3 | 1 |
| Assistant de conservation principal de 1 ^{ère} cl | B | 1 | - | |
| Assistant de conservation principal de 2 ^{ème} cl | B | 1 | - | |
| Assistant de conservation | B | 4 | 3 | |
| Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} cl | B | 17 | 12 | 10 |
| Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} cl | B | 14 | 6 | 3 |
| Assistant d'enseignement artistique | B | 8 | - | |
| Adjoint du patrimoine principal de 1 ^{ère} cl | C | 1 | 1 | |
| Adjoint du patrimoine de 1 ^{ère} cl | C | 2 | 2 | |
| Adjoint du patrimoine | C | 4 | 3 | |
| TOTAL | | 61 | 30 | 14 |

| POLICE MUNICIPALE | | | | |
|--|---|-----------|----------|----------|
| Chef de police municipale de 1 ^{ère} cl | B | 1 | 1 | |
| Chef de police | C | 1 | 0 | |
| Brigadier chef principal | C | 9 | 5 | |
| Gardien/Brigadier | C | 11 | 3 | |
| Garde champêtre principal | C | - | - | |
| Garde champêtre | C | - | - | |
| TOTAL | | 22 | 9 | 0 |

| SECTEUR ANIMATION | | | | |
|--|---|-----------|-----------|----------|
| Animateur principal de 1 ^{ère} cl | B | 5 | 5 | |
| Animateur principal de 2 ^{ème} cl | B | 1 | 1 | |
| Animateur | B | 3 | 1 | |
| Adjoint d'animation principal de 1 ^{ère} cl | C | 2 | 2 | |
| Adjoint d'animation principal de 2 ^{ème} cl | C | 9 | 9 | |
| Adjoint d'animation | C | 34 | 28 | |
| TOTAL | | 54 | 46 | 0 |

| | | | | |
|----------------------|--|------------|------------|-----------|
| TOTAL GENERAL | | 778 | 514 | 15 |
|----------------------|--|------------|------------|-----------|

| Agents non titulaires, emplois pourvus | Nombre | Catégorie | | | |
|--|---------------|------------------|--|--|--|
| Collaborateur de cabinet | 1 | | | | |
| Attaché principal | 1 | A | | | |
| Attaché | 6 | A | | | |
| Rédacteur | 8 | B | | | |
| Adjoint administratif | 10 | C | | | |
| Adjoint administratif principal 2 ^{ème} cl | 1 | C | | | |
| Directeur des services techniques | 1 | A | | | |
| Ingénieur | 3 | A | | | |
| Technicien principal de 2 ^{ème} classe | 1 | B | | | |
| Technicien | 4 | B | | | |
| Adjoint technique | 71 | C | | | |
| Educateur de jeunes enfants | 1 | A | | | |
| Educateur de jeunes enfants 2 ^{ème} classe | 2 | A | | | |
| Educateur des A.P.S principal de 2 ^{ème} classe | 1 | B | | | |
| Educateur des A.P.S. | 4 | B | | | |
| Psychologue TNC | 1 | A | | | |
| Médecin hors classe | - | A | | | |
| Auxiliaire de puériculture principal de 2 ^{ème} cl | 4 | C | | | |
| Adjoint territorial du patrimoine | 1 | | | | |
| Animateur | 2 | B | | | |
| Adjoint territorial d'animation | 5 | C | | | |
| Adjoint spécialisé principal de 2 ^{ème} classe des écoles maternelles | 1 | C | | | |

| | | | | | |
|--|---|---|--|--|--|
| Assistant de conservation | 1 | B | | | |
| Professeur d'enseignement artistique de classe normale TNC | 1 | B | | | |
| Assistant d'enseignement artistique principal de 1 ^{ère} classe | 5 | B | | | |
| Assistant d'enseignement artistique TNC | 8 | B | | | |
| Assistant d'enseignement artistique principal de 2 ^{ème} cl - TNC | 9 | B | | | |

| | |
|------------------------|----|
| Assistants maternelles | 14 |
| Agents de droit privé | 1 |

| Personnel Centre socio culturel | Effectifs | Pourvus |
|--|------------------|----------------|
| Directeur TC | 1 | - |
| Coordinatrice secteur enfance TC | 1 | - |
| Animateur | 1 | - |
| Animatrice apprentissage langue française et accompagnement scolaire pour collégiens TNC | 1 | - |
| Animateur accompagnement scolaire TNC | 4 | 1 |
| Animatrice atelier langage TNC | 1 | - |
| Animateur secteur jeune - TC | 1 | - |
| Coordinateur secteur formation adulte - TC | 1 | - |
| Formatrice apprentissage au français - TNC | 1 | - |
| Animatrice spécialisée atelier couture - TNC | 1 | 1 |
| Formatrice stage - TNC | 1 | - |

ANNEXE 2 : Plan Pluriannuel d'investissement – période 2020 à 2022

| INTITULES | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|
| Dépenses obligatoires | 8 200 000,00 | 5 800 000,00 | 5 800 000,00 |
| Remb. du capital de la dette | 4 200 000,00 | 3 800 000,00 | 3 800 000,00 |
| Restes à réaliser N-1 | 2 500 000,00 | 2 000 000,00 | 2 000 000,00 |
| Ecritures d'ordre (ANRU ; Dette) | 1 500 000,00 | - | - |
| Dépenses récurrentes | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 | 1 500 000,00 |
| Opérations nouvelles | 5 250 000,00 | 7 000 000,00 | 5 700 000,00 |
| Opérations nouvelles : PRU | 2 300 000,00 | - | - |
| TOTAL DEPENSES | 17 250 000,00 | 14 300 000,00 | 13 000 000,00 |

| | | | |
|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Recettes récurrentes | 8 000 000,00 | 8 000 000,00 | 8 000 000,00 |
| Subventions | 200 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| Cessions | 250 000,00 | - | - |
| Recettes : PRU | 600 000,00 | 1 300 000,00 | - |
| TOTAL RECETTES | 9 500 000,00 | 9 800 000,00 | 8 500 000,00 |

| RESULTATS N-1 ET VIREMENT | | | |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| Résultat d'investissement reporté | -1 700 000,00 | 500 000,00 | 500 000,00 |
| Excédents de fonctionnement capitalisés | 4 400 000,00 | - | - |
| Restes à Réaliser N-1 | 350 000,00 | - | - |
| Virement de la section de fonctionnement | 4 700 000,00 | 4 000 000,00 | 4 000 000,00 |
| TOTAL | 7 750 000,00 | 4 500 000,00 | 4 500 000,00 |

| | | | |
|------------------------------|---|---|---|
| BESOIN DE FINANCEMENT | - | - | - |
|------------------------------|---|---|---|

ANNEXE 3 : Etat de la Dette par prêteurs au 31/12/2020

| REPARTITION PAR PRETEURS | Dette en capital à l'origine | C.R.D. au 01/01/2020 | Annuité de l'exercice | Dont | | Capital restant dû au 31/12/2020 |
|---|------------------------------|----------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|----------------------------------|
| | | | | Intérêts | Capital | |
| TOTAL | 91 307 882,85 | 57 044 104,46 | 5 966 690,55 | 1 889 916,15 | 4 076 774,40 | 53 344 905,06 |
| Caisse d'Epargne | 13 122 450,34 | 5 276 782,91 | 753 490,61 | 65 180,49 | 688 310,12 | 4 588 472,79 |
| 2 - A7508397 | 4 573 470,00 | 911 218,32 | 297 248,17 | 4 330,31 | 292 917,86 | 618 300,46 |
| 211 - 1916112 | 3 048 980,34 | 406 610,82 | 200 540,97 | 702,76 | 199 838,21 | 206 772,61 |
| 48 - A75110RM | 1 100 000,00 | 858 076,38 | 50 243,95 | 14 221,89 | 36 022,06 | 822 054,32 |
| 54 - A7509F50 | 4 400 000,00 | 3 100 877,39 | 205 457,52 | 45 925,53 | 159 531,99 | 2 941 345,40 |
| Caisse des Dépôts et des Consignations | 2 640 000,00 | 2 051 640,28 | 152 009,72 | 27 697,14 | 124 312,58 | 1 927 327,70 |
| 52 – 5028948 | 2 640 000,00 | 2 051 640,28 | 152 009,72 | 27 697,14 | 124 312,58 | 1 927 327,70 |
| Crédit Foncier de France | 1 500 000,00 | 418 930,89 | 117 321,26 | 19 689,75 | 97 631,51 | 321 299,38 |
| 13 - 00777966292Y | 1 500 000,00 | 418 930,89 | 117 321,26 | 19 689,75 | 97 631,51 | 321 299,38 |
| Crédit Mutuel | 7 500 000,00 | 5 093 367,26 | 424 497,60 | 195 000,45 | 229 497,15 | 4 863 870,11 |
| 19 - 40348501 | 4 500 000,00 | 2 982 741,80 | 249 600,22 | 109 168,35 | 140 431,87 | 2 842 309,93 |
| 22 - 40348502 | 3 000 000,00 | 2 110 625,46 | 174 897,38 | 85 832,10 | 89 065,28 | 2 021 560,18 |
| Dexia Crédit Local | 6 162 200,00 | 1 170 244,83 | 386 811,15 | 52 774,99 | 334 036,15 | 836 208,67 |
| 207 - MON173474CHF | 2 331 100,00 | 118 778,47 | 123 782,55 | 5 004,08 | 118 778,46 | 0,00 |
| 208 - MON173475CHF | 2 331 100,00 | 117 445,31 | 122 484,76 | 5 039,45 | 117 445,31 | 0,00 |
| 44 - MIS278073EUR_002 | 1 500 000,00 | 934 021,05 | 140 543,84 | 42 731,46 | 97 812,38 | 836 208,67 |
| Société Générale | 13 395 568,42 | 10 765 616,33 | 961 192,64 | 337 721,26 | 623 471,38 | 10 142 144,95 |
| 39 - 262 | 3 500 000,00 | 2 674 755,42 | 191 339,19 | 96 272,62 | 95 066,57 | 2 579 688,85 |
| 42 - 362 | 2 382 450,21 | 1 950 990,86 | 134 520,92 | 76 104,93 | 58 415,99 | 1 892 574,87 |
| 46 – 0665/103/001 | 2 000 000,00 | 1 447 825,16 | 116 213,63 | 28 199,50 | 88 014,13 | 1 359 811,03 |
| 59 – 16980/005/003 | 2 866 146,01 | 2 664 222,68 | 198 600,52 | 102 886,30 | 95 714,22 | 2 568 508,46 |
| 60 – 16980/005/001 | 742 672,20 | 408 469,71 | 162 230,88 | 13 696,44 | 148 534,44 | 259 935,27 |
| 38 – I RA1 - 2017_38-IRA1 | 1 097 187,00 | 897 698,46 | 108 870,87 | 9 126,60 | 99 744,27 | 797 954,19 |
| 62 – 1727/105/001 | 807 113,00 | 721 654,04 | 49 416,63 | 11 434,87 | 37 981,76 | 683 672,28 |
| Sté de Fin. Local | 46 987 664,09 | 32 267 521,97 | 3 171 367,57 | 1 191 852,07 | 1 979 515,51 | 30 665 581,46 |
| 21 - MON235965EUR | 5 000 000,00 | 3 380 000,00 | 441 594,67 | 131 594,67 | 310 000,00 | 3 070 000,00 |
| 23 - MIN236578EUR | 3 000 000,00 | 1 820 000,00 | 171 781,31 | 71 781,31 | 100 000,00 | 1 720 000,00 |
| 29 - MIN242511EUR | 3 150 000,00 | 2 397 800,19 | 186 436,86 | 100 294,09 | 86 142,77 | 2 311 657,42 |
| 30 - MIN273081EUR | 6 558 187,41 | 4 707 707,37 | 414 189,35 | 141 192,00 | 272 997,36 | 4 434 710,01 |
| 37 - MPH259712EUR | 5 715 302,11 | 4 400 365,18 | 337 149,74 | 166 859,40 | 170 290,34 | 0,00 |
| 55 - MON508545EUR | 10 647 181,11 | 7 985 385,83 | 1 005 612,95 | 340 164,13 | 665 448,82 | 7 319 937,01 |
| 56 - MON508546EUR | 3 262 833,71 | 2 810 076,69 | 260 895,22 | 102 277,42 | 158 617,80 | 2 651 458,89 |
| 32 - REFI - 2017_32-REFI | 2 440 271,55 | 2 294 915,37 | 165 260,88 | 88 193,60 | 77 067,28 | 2 217 848,09 |
| 37 – REFI – MON525973EUR | 4 607 649,84 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 607 649,84 |
| 35 - REFI - 2017_35-REFI | 2 606 238,36 | 2 471 271,34 | 188 446,59 | 49 495,45 | 138 951,14 | 2 332 320,20 |

